

Brexit : quel impact macroéconomique selon la littérature ?

Par Catherine MATHIEU
Économiste, OFCE

Le référendum de juin 2016, qui s'est soldé par la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, a ouvert une période d'incertitude économique et politique. De nombreuses études ont été publiées sur les impacts économiques qu'aurait le Brexit. Cet article examine les études publiées sur les impacts de cette sortie, à court et à long termes, selon différents scénarios allant d'un *soft* Brexit jusqu'à un *hard* Brexit. Ces études fournissent des résultats très différents selon leurs méthodes et leurs hypothèses sur les relations futures entre le Royaume-Uni et l'UE27. Les études qui utilisent des modèles de gravité et des modèles d'équilibre général calculables concluent généralement à des effets faiblement négatifs sur le PIB britannique. Certaines accentuent ces effets en y ajoutant l'impact négatif sur la croissance de la productivité du travail d'une ouverture moindre sur l'extérieur, même si les Brexiteurs veulent ouvrir le Royaume-Uni aux économies non européennes. D'autres pensent qu'un choc de libéralisation pourrait stimuler la production, et ce même si le Royaume-Uni est déjà une économie très libérale.

Le référendum de juin 2016, qui s'est prononcé en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a ouvert une période de forte incertitude économique et politique au Royaume-Uni, mais aussi dans l'UE27. Le vote en faveur du Brexit est principalement dû à des raisons politiques : il est l'expression de la volonté des Britanniques de regagner leur souveraineté nationale, notamment de ne plus être soumis aux décisions des institutions européennes ou de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), et de pouvoir à nouveau contrôler les entrées de travailleurs de l'UE. Paradoxalement, ce vote a rassemblé les victimes de la mondialisation (pêcheurs, travailleurs des régions touchées par la désindustrialisation) souhaitant davantage de protection et les partisans d'un choc de libéralisation.

Le débat sur le Brexit, tant avant qu'après le référendum, s'est focalisé sur ses aspects économiques. Pour certains, le Brexit aurait des conséquences désastreuses pour l'économie britannique, qui se verrait privée des avantages liés à son appartenance au marché unique et deviendrait moins ouverte, ce qui conduirait à une croissance potentielle plus faible. Pour d'autres, l'impact de sa sortie du marché unique serait très limité et pourrait être compensé par une plus grande ouverture aux économies non européennes et par un choc de libéralisation.

Dans cet article, nous procédons à une revue critique des différentes analyses économiques publiées en lien avec ce débat, selon différents scénarios de sortie (pour une présentation plus détaillée, voir Mathieu, 2020). Évaluer les conséquences économiques du Brexit est difficile pour

trois raisons. Nul ne savait pendant le débat (et toujours pas en cette mi-novembre 2020), quelles seraient les modalités précises du Brexit. Le Brexit aura des impacts économiques variables selon ses différents canaux de transmission que toutes les études ne prennent pas en compte ; de grandes incertitudes subsistent sur l'importance de certaines dimensions, comme l'influence d'une large ouverture commerciale et des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance de la productivité. Enfin, les études utilisent des méthodes différentes : des modèles d'équilibre de long terme ou des modèles macroéconomiques de court-moyen terme.

Certaines études ont été produites par des universitaires ou des centres de recherche, mais beaucoup sont issues d'institutions officielles (Trésor britannique, OCDE, etc.) ou de groupes de réflexion pro ou anti-européens, dont l'objectivité est discutable.

Des scénarios de séparation qui vont du *soft* au *hard* Brexit

En étant membre de l'UE, le Royaume-Uni participait au marché unique, donc à l'Union douanière (pas de droits de douane à l'intérieur de cette Union, un tarif douanier extérieur et des accords commerciaux communs) ; il appliquait les normes et les réglementations communes ; il respectait les quatre libertés de circulation (marchandises, services, capital et travail) ; il reconnaissait la jurisprudence de la CJUE ; il contribuait au budget de l'UE et participait aux prises de décision de l'Union.

En quittant l'UE, le Royaume-Uni ne peut pas rester dans le marché unique, puisqu'il souhaite contrôler à nouveau l'entrée sur son territoire des travailleurs de l'UE, ne plus être soumis à la jurisprudence de la CJUE, pouvoir faire évoluer ses réglementations et signer des accords commerciaux spécifiques avec des pays tiers.

Deux scénarios de sortie peuvent être envisagés.

Un *soft* Brexit : scénario dans lequel l'UE signerait avec le Royaume-Uni un accord de libre-échange (ALE) qui comporterait :

- une union douanière réduite aux marchandises,
- des dispositions limitées pour les services, dont les services financiers (l'ouverture des marchés de l'UE dépendant de la conformité des réglementations du Royaume-Uni avec celles de l'UE),
- la reconnaissance mutuelle des diplômes et qualifications,
- le respect des indications géographiques protégées (IGP),
- la participation du Royaume-Uni à certains programmes ou agences européens.

Le point délicat de ce scénario est que l'UE demande au Royaume-Uni de ne pas s'engager dans une stratégie concurrentielle en matière fiscale, sociale et réglementaire, ainsi qu'en matière d'aides publiques, donc de s'aligner sur les normes européennes et que cet engagement soit juridiquement contrôlable.

En l'absence d'accord, un *hard* Brexit impliquerait l'application des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui limiterait l'accès des marchandises et des services britanniques aux marchés de l'UE, mais qui en contrepartie donnerait au Royaume-Uni un maximum de liberté pour faire évoluer sa réglementation et signer des accords avec des pays tiers. Se poserait alors la question des barrières tarifaires et non tarifaires. Les droits de douane seraient, au plus, ceux de la nation la plus favorisée (NPF) actuellement pratiqués par l'UE (et le Royaume-Uni) vis-à-vis des pays tiers : les taux de douane NPF appliqués (pondérés par la structure des échanges) seraient faibles, de 3,3 % pour les exportations britanniques vers l'UE et de 4,4 % pour les importations britanniques en provenance de l'UE (OBR, 2018b). Mais ces droits sont très hétéroclites selon les secteurs ; ils sont particulièrement élevés dans l'agriculture où ils peuvent atteindre 50 % (or, le Royaume-Uni importe 30 % de son alimentation). Le Royaume-Uni pourrait choisir d'abaisser unilatéralement ces droits.

Les barrières non tarifaires, plus difficiles à évaluer, existent dès que le Royaume-Uni quittera le marché unique : ce sont des coûts administratifs supplémentaires, des formalités douanières, des vérifications de l'origine des produits. Du survol de l'étude de l'OBR (2018b), il ressort que ces barrières non tarifaires sont estimées à une barrière tarifaire équivalant à 10 % pour un régime de l'OMC (un taux moyen se situant dans une fourchette allant de 6,5 à 12,9 %) et à 6,5 % dans le cadre d'un accord de libre-échange (dans une fourchette de 5,9 à 7 %). Le FMI (2018b) retient des équivalents de 20 % (régime de l'OMC) et de 10 % (ALE).

Les méthodes utilisées

Selon les études, les canaux de transmission du Brexit et les méthodes diffèrent. Le Tableau 1 ci-après présente les différents canaux de transmission de long terme retenus dans 17 études influentes publiées depuis 2016.

Questions commerciales

Toutes les études donnent une estimation de l'impact du Brexit sur les flux commerciaux entre le Royaume-Uni et l'UE27. Certaines études fixent de manière arbitraire les obstacles non tarifaires qui résulteraient d'une sortie du marché unique intervenant sous un régime de libre-échange ou de l'OMC. D'autres utilisent des modèles de gravité, qui prédisent les échanges entre deux pays en utilisant des variables telles que la taille des deux pays considérés, leur distance géographique, une langue commune, des liens historiques et l'appartenance à une même zone de libre-échange. De tels modèles peuvent être utilisés pour estimer la réduction des échanges (et parfois des IDE) qui résulterait de la sortie du Royaume-Uni du marché unique, en tenant compte des effets spécifiques de l'adhésion au marché unique par rapport à un régime de libre-échange ou de l'OMC.

Ces estimations surévaluent sans doute l'impact du Brexit, car elles ne tiennent pas compte des effets d'hystérèse (les pertes liées à la sortie du marché unique sont évaluées à partir des gains liés à l'adhésion au marché unique),

	Commer- ce	IDE	Producti- vité Niveau	Producti- vité - Crois- sance	Immi- gration	Politique budgé- taire	Dérégle- mentation
Oxford Economics (2016)	BT et BNT	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Non
HM Treasury (2016a)	Modèle de gravité	Modèle de gravité	Oui	Non	Non	Non	Non
OECD (2016)	Modèle de gravité	Modèle de gravité	Oui	Non	Oui	Non	Oui
NIESR (2016)	Estimation économétrique, BT	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
CPB (2016)	Modèle de gravité	Non	MEGC	En variante	Non	Non	Non
Dhingra <i>et al.</i> (2017)	BT et BNT	Non	MEGC	En variante	Non	Oui	Non
Leave Means Leave (2017)	?	Non	?	Positive	Oui	Oui	Oui
Vandenbussche <i>et al.</i> (2017)	BT et BNT	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Felbermayr <i>et al.</i> (2017, 18, 19)	Modèle de gravité	Non	MEGC	Non	Non	Non	Non
Cepii (2018)	Modèle de gravité	Non	MEGC	Non	Non	Non	Non
Open Europe (2018)	BT et BNT	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui
Cambridge Economics (2018)	BT et BNT	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non
FMI (2018a)	BT et BNT	Non	MEGC	Non	Non	Non	Non
NIESR (2018)	BT et BNT	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
FMI (2018b)	BT et BNT	Oui	MEGC	Non	Oui	Non	Non
HM Government (2018b)	BT et BNT	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui
Banque d'Angleterre (2018)	Modèle de gravité	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non

BT : barrière tarifaire ; BNT : barrière non tarifaire.

Tableau 1 : Brexit, les différents canaux des effets de long terme (régime OMC) – Source : études citées.

mais aussi du fait que l'impact du marché unique a été plus faible pour le Royaume-Uni que pour la moyenne des autres pays membres de l'UE (Coutts *et al.*, 2018). Certaines études rendent également compte des gains résultant d'accords potentiels de libre-échange avec des pays tiers. Dans les modèles de gravité, l'effet du Brexit sur les flux commerciaux ne dépend pas des estimations des élasticités-prix du commerce extérieur ; ce sont des boîtes noires. Au contraire, les effets dépendent fortement de ces estimations dans les modèles estimant les obstacles tarifaires et non tarifaires.

Questions d'efficacité

Dans un second temps, la plupart des études utilisent un modèle d'équilibre général calculable (MEGC), représentant le fonctionnement de l'économie nationale selon un schéma néo-classique, pour évaluer les pertes d'efficacité résultant de ces barrières, de la baisse des échanges – qui oblige le pays à produire des biens pour lequel il est moins efficace –, d'une production sectorielle moindre – qui induit des pertes d'économies d'échelle. En général, les effets statiques obtenus avec des MEGC sont relativement faibles, car ces modèles supposent que le plein emploi sera maintenu grâce à un degré élevé de mobilité du capital et de la main-d'œuvre entre les secteurs économiques.

Effets de productivité

Certaines études influentes ajoutent des effets dynamiques : une plus faible ouverture économique (en termes de commerce ou d'IDE) réduirait les incitations à l'innovation, la capacité d'importer des innovations technologiques et la pression de la concurrence, et, par conséquent, entraînerait une plus faible croissance de la productivité. Dans ces études, les effets dynamiques sont très forts, mais reposent sur peu de bases empiriques : le ralentissement de la croissance de la productivité dans les pays avancés observé ces dernières années rend peu crédible un fort impact de l'ouverture économique sur les gains de productivité. Même si les entrées d'IDE diminueront après le Brexit, elles resteront relativement élevées. Surtout, les Brexiteurs n'envisagent pas de fermer mais au contraire d'ouvrir davantage l'économie britannique « sur le grand large », en particulier en direction des États-Unis, de la Chine et des pays du Commonwealth, pour accroître la concurrence sur les marchés et encourager les innovations technologiques.

Effets de court terme

Certaines études utilisent des modèles macroéconomiques, où la production est déterminée par la demande. Les barrières commerciales entraînent une diminution des volumes d'exportation et d'importation. Ainsi, l'impact du Brexit sur la production est incertain, car les importations britanniques en provenance de l'UE dépassent les exportations britanniques vers l'UE. L'augmentation des prix à l'importation peut entraîner une baisse des revenus des ménages britanniques ; *a fortiori*, il faudra du temps aux producteurs britanniques pour remplacer les importations. Les résultats finaux dépendent également de l'évolution du taux de change : une livre plus faible améliore certes

la compétitivité britannique, mais réduit les revenus réels des ménages. Les effets négatifs importants sont souvent obtenus à partir de deux hypothèses : 1 – les anticipations d'un fort effet négatif à long terme sur le PIB entraîneront une baisse des cours des actions et réduiront immédiatement la consommation des ménages ; 2 – l'incertitude sur les conditions commerciales réduira les investissements des entreprises.

Les migrations

L'immigration en provenance de l'UE pourrait être moindre, ce qui pourrait réduire la main-d'œuvre disponible ainsi que le PIB, car le plein emploi est supposé à long terme. Certaines études prévoient que la restriction de l'immigration aura un effet négatif sur la productivité, les entreprises ne pouvant dès lors trouver à l'étranger la main-d'œuvre qualifiée dont elles pourraient avoir besoin. D'autres estiment au contraire que les restrictions à l'immigration de la main-d'œuvre non qualifiée obligeront les entreprises à investir dans des équipements plus productifs. D'autres encore considèrent que ces restrictions réduiront les incitations à accroître les compétences des travailleurs britanniques.

Impact budgétaire

Le Brexit permettra au Royaume-Uni d'économiser des transferts nets avec l'UE estimés à environ 9 milliards de livres sterling (0,5 % du PIB – OBR, 2018a). Si le Royaume-Uni introduisait des droits NPF sur les importations en provenance de l'UE27, le budget du Royaume-Uni pourrait s'accroître en recettes de 13 milliards de livres sterling (Clarke *et al.*, 2017). Si, au contraire, le Royaume-Uni décidait de réduire tous ses tarifs à zéro, la perte serait d'environ 13 milliards de livres sterling (Levell, 2018). L'impact serait donc faible.

Taux de change

Si les barrières tarifaires et non tarifaires s'accroissent, les exportations britanniques seront moins compétitives ; mais *a contrario* les producteurs britanniques seront plus compétitifs par rapport aux importateurs étrangers sur le sol britannique, même si les prix des produits intermédiaires augmentent. La dépréciation de la livre sterling améliorera la compétitivité du Royaume-Uni. La plupart des MEGC supposent qu'à long terme, les comptes courants extérieurs devraient être en équilibre. Ainsi, la baisse des importations devrait être compensée par une baisse des exportations, ce qui implique une production moins efficace.

Réglementation

Pour les économistes libéraux, les réglementations européennes constituent un obstacle à l'efficacité et à la croissance : quitter l'UE devrait donc permettre un choc de dérégulation qui stimulera la croissance britannique. Ainsi, le mouvement pro-Brexit, Leave Means Leave (2017), estimait que l'effet sur le PIB britannique serait de 7,5 % à long terme dans un régime de l'OMC. Mais le Royaume-Uni étant déjà l'un des pays de l'OCDE les moins réglementés, les gains d'une nouvelle déréglementation ne pourraient être que modestes.

	Accord de libre-échange	Régime OMC
Oxford Economics (2016)	-0,8/-3,1	-1,5/-3,9
HM Treasury (2016a)	-6,2	-7,5
OCDE (2016)		-5,1
NIESR (2016)	-2,1	-3,2
CPB, statique/dynamique (2016)	-3,4/-5,9	-4,1/-8,7
Dhingra <i>et al.</i> (2017)	-1,3/-6,3	-2,7/-13,3
Leave Means Leave (2017)		+7,0
Vandenbussche <i>et al.</i> (2017)	-1,2	-4,5
Felbermayr <i>et al.</i> (2017)	-0,6	-1,4/-1,1**
Felbermayr <i>et al.</i> (2018a)*	-1,8	-3,2/-2,2**
Felbermayr <i>et al.</i> (2018b, 2019)*	-0,9	-2,8/-1,4**/-0,5***
Open Europe (2018)		-2,2
Cambridge Econometrics (2018)	-1,0/-1,6	-2,7/-3,0
FMI (2018a)	-2,5	-4,0
NIESR (2018)	-3,9	-5,5
FMI (2018b)	-3,1	-6,2
HM Government (2018b)	-6,7	-9,3

* Sur la consommation en volume ; ** Scénario « Global Britain », avec des accords avec les pays hors UE ; *** Hard but smart Brexit.
Tableau 2 : Impacts du Brexit sur le PIB britannique, selon différentes études, en 2030 (en points) – Source : Études citées.

Les impacts du Brexit sur le PIB britannique

La littérature économique donne des évaluations divergentes de l'impact du Brexit, en fonction des scénarios et des hypothèses retenus (voir le Tableau 2 ci-dessus). Dans un scénario de Brexit dur, les impacts à long terme sur le PIB britannique vont de - 13,3 % (dans des modèles incorporant des effets durables sur la croissance de la productivité) à + 7 % (en supposant de très forts gains résultant de la libéralisation). La médiane est de l'ordre de - 4,5 %.

Parmi les études récentes, Hantszche *et al.* (2018) utilisent le modèle macroéconomique NiGEM pour évaluer l'impact du Brexit. En cas de sortie sans accord (régime de l'OMC), la perte de PIB serait de 5,5 % en 10 ans, dont 1,8 point en raison de la baisse des échanges, 1,7 point en raison de la diminution de la migration nette, 1,4 point en raison d'un effet de productivité et 0,4 point en raison de la baisse des IDE.

Une sortie sans accord ?

Il est difficile d'évaluer les impacts à court terme d'une sortie sans accord, qui interviendrait le 1^{er} janvier 2021. Elle conduirait probablement à une nouvelle baisse de la livre et de l'investissement des entreprises. L'UE et le Royaume-Uni pourraient s'entendre (ou non) sur un constat de désaccord, qui éviterait des ruptures brutales dans les échanges à court terme (Hard but Smart Brexit, Felbermayr, 2019). Le Royaume-Uni pourrait décider de ne pas instaurer des tarifs (sauf pour les produits agricoles) et des barrières non tarifaires. De son côté, l'UE se sentirait obligée de rétablir des tarifs douaniers, avec la difficile question de la frontière irlandaise. Les pays liés par un ALE avec l'UE pourront considérer que ces accords

s'étendent au Royaume-Uni ou qu'ils sont obsolètes. À la mi-novembre 2020, il restait encore 15 pays (sur 77) avec lesquels le Royaume-Uni n'avait pas fini de négocier la continuité des accords commerciaux existants.

Le risque le plus important est une perturbation des chaînes de production, mais les entreprises auront probablement pris des mesures pour l'éviter. À l'inverse, il n'y a pas de risque de crise financière, le Royaume-Uni ayant gardé sa souveraineté monétaire et ayant un système bancaire solide (Banque d'Angleterre, 2018). Si, en 2019, le gouvernement britannique pouvait envisager de mener une politique budgétaire expansionniste (le déficit budgétaire ne représentait que 2,3 % du PIB) pour soutenir la croissance, à la fin 2020, les incertitudes d'un choc lié au Brexit sont passées au deuxième plan, derrière le choc de la pandémie de Covid-19, qui a causé plus de 50 000 décès dans le pays, réduit le PIB de près de 10 % et creusé le déficit public.

Conclusion

La littérature économique donne des évaluations largement divergentes de l'impact du Brexit. Dans un scénario de Brexit dur, les impacts sur le PIB britannique vont de - 13,3 % à + 7 % à long terme. La médiane est de l'ordre de - 4,5 %. De nombreuses études surestiment, pour des raisons politiques, soit l'impact négatif du Brexit sur la croissance future de la productivité de l'économie britannique, soit l'impact positif de nouvelles déréglementations.

Bien qu'un certain degré d'harmonisation soit nécessaire en matière de normes et de fiscalité, un pays ne devrait pas être obligé d'abandonner sa souveraineté intérieure pour bénéficier des avantages du libre-échange. Cela plaide pour un troisième cercle autour de l'UE (Mathieu et Sterdyniak, 2018).

L'accumulation d'accords commerciaux bilatéraux crée un système commercial mondial de plus en plus complexe. Nous prônons donc le retour à des règles unifiées sous le contrôle de l'OMC, lesquelles devraient prendre en compte le droit du travail, les normes sanitaires et écologiques et la lutte contre le changement climatique.

La perspective du Brexit aurait pu affaiblir l'UE, en montrant qu'un pays pourrait décider de la quitter. Mais l'UE a fait preuve d'unité dans les négociations en maintenant des positions dures et sans compromis. L'UE est une cage dorée, dont il est difficile, voire impossible de sortir.

Bibliographie

BANQUE D'ANGLETERRE (2018), *EU Withdrawal Scenarios and Monetary and Financial Stability*.

BOOTH S. & SHANKAR A. (2018), "No Deal: The Economic Consequences and How They Could Be mitigated", *Open Europe*, 10/2018, November.

CAMBRIDGE ECONOMETRICS (2018), *Preparing for Brexit*, January.

COUTTS K., GUDGIN G. & BUCHANAN J. (2018), "How the Economics Profession Got It Wrong on Brexit", *Working Paper*, 493, Centre for Business Research, University of Cambridge, January.

DHINGRA S., HUANG H., OTTAVIANO G., PESSOA J. P., SAMPSON T. & VAN REENEN J. (2017), "The Costs and Benefits of Leaving the EU: Trade Effects", *CEP Discussion Paper*, 1478, April.

EBELL M. & WARREN J. (2016), "The Long Term Economic Impact of Leaving the EU", *National Institute Economic Review*, May.

FELBERMAYR G., FUEST C., GRÖSCHL J. & STÖHLKER D. (2017), "Economic effects of Brexit on the European Economy", *Econ Pol Policy Report*, 04-2017, November.

FELBERMAYR G., GRÖSCHL J. & STEININGER M. (2018a), "Brexit through the Lens of New Quantitative Trade Theory", *Mimeo*.

FELBERMAYR G., GRÖSCHL J. & STEININGER M. (2018b), "Quantifying Brexit: From Ex post to Ex ante Using Structural Gravity", *Cesifo Working Papers*, 7357, November.

FELBERMAYR G., FUEST C., GERSBACH H., RITSCHL A. O., THUM M. & BRAML M. T. (2019), "Hard Brexit ahead: breaking the deadlock", *EconPol Policy Brief*, 12, January.

FELBERMAYR G. (2019), "Brexit: A Hard-but-Smart Strategy and its consequences", *Intereconomics*, 54(3), May-June.

FMI (2018a), *Long Term Impact of Brexit on the EU*, July.

FMI (2018b), *Brexit: Sectoral Impact and policies*, November.

FMI (2019), "A No Deal Brexit", in *World Economic Outlook*, April.

HANTZSCHE A., KARA A. & YOUNG G. (2018), "Prospects for the UK economy", *National Institute Economic Review*, 246, November.

HM GOVERNMENT (2018a), *The future relationship between the United Kingdom and the European Union*, July.

HM GOVERNMENT (2018b), *EU Exit long term economic analysis*, November.

HM TREASURY (2016a), *The long-term economic impact of EU membership and the alternatives*, April.

HM TREASURY (2016b), *The immediate economic impact of leaving the EU*, June.

KIERZENKOWSKI R., PAIN N., RUSTICELLI E. & ZWART S. (2016), "The Economic Consequences of Brexit: A Taxing Decision", *OECD Economic Policy Paper*, 16, April.

IFS (2018), "The exposure of different workers to potential trade barriers between the UK and the EU", *Green budget*, October.

LABOUR LEAVE, LEAVE MEANS LEAVE & ECONOMISTS FOR FREE TRADE (2017), *New Model Economy for A Post-Brexit Britain*, September.

LEVELL P. (2018), "The Customs Union, tariff reductions and consumer prices", *IFS Briefing*, note 225, March.

MATHIEU C. (2020), "Brexit: What economic impacts does the literature anticipate?", *Revue de l'OFCE*, n°167, pp. 43-81.

MATHIEU C. & STERDYNIAC H. (2018), « Brexit : comment le Royaume-Uni et l'UE vont-ils rebondir ? », *L'Économie européenne 2018*, OFCE, La Découverte.

MAYER T., VICARD V. & ZIGNAGO S. (2018), "The Cost of Non-Europe, Revisited", *CEPII Working Paper*, 2018-06, April.

OBR (2018a), *Economic and Fiscal outlook*, March.

OBR (2018b), "Brexit and the OBR's forecasts", *Discussion Paper*, 3, October.

OXFORD ECONOMICS (2016), *Assessing the economic implications of Brexit*, March.

ROJAS-ROMAGOSA H. (2016), "Trade effects of Brexit for the Netherlands", *CPB Background Paper*, June.

VANDEBUSSCHE H., CONNELL W. & SIMONS W. (2017), "Global Value Chains, Trade Shocks and Jobs: An Application to Brexit", *KU Leuven Discussion Papers*, September.